

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
MARCHE N°2025-PA05**

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le déploiement
des innovations issues de la recherche contribuant à la régulation
de la dynamique des populations du campagnol terrestre dans le
Massif central**

Pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021.

Le présent cahier des charges comporte 8 pages

Campus vétérinaire
1, Avenue Bourgelat
69280 Marcy l'Etoile
Tél : 04 78 87 25 25

Tél : 04 73 98 13 86 / 04 78 87 27 41

Campus agronomique
89, Avenue de l'Europe
63370 Lempdes
Tél : 04 73 98 13 13

Mail : marches@vetagro-sup.fr

TABLE DES MATIERES :

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2.	PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE	3
ARTICLE 3.	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE.....	3
ARTICLE 4.	CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5.	DUREE	3
ARTICLE 6.	PIECES CONSTITUTIVES	3
ARTICLE 7.	CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UN INTERLOCUTEUR NOMMEMENT DESIGNE	4
ARTICLE 8.	DELAIS D'EXECUTION	4
ARTICLE 9.	PENALITES.....	4
Article 9.01	Pénalités pour dépassement du délai contractuel.....	4
Article 9.02	Pénalités pour autres manquements	4
ARTICLE 9.03	Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail.....	4
ARTICLE 10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 11.	UTILISATION DES RESULTATS	5
Article 11.01	Régime des connaissances antérieures.....	5
Article 11.02	Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standard	5
ARTICLE 12.	GARANTIE.....	5
ARTICLE 13.	PRIX	5
ARTICLE 14.	VARIATION DES PRIX.....	5
Article 14.01	Modalités de révision des prix.....	5
Article 14.02	Clauses de réexamen et clause de sauvegarde	6
ARTICLE 15.	ACOMPTE.....	6
ARTICLE 16.	FACTURATION	6
ARTICLE 17.	REGLEMENT	6
ARTICLE 18.	AVANCE FORFAITAIRE.....	6
ARTICLE 19.	LITIGES ET CONTESTATIONS	6
ARTICLE 20.	CONFIDENTIALITE ET DISCRETION	7
ARTICLE 21.	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	7
ARTICLE 22.	ASSURANCES.....	7
ARTICLE 23.	SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE	7
ARTICLE 24.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.-T.I.C.	8

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (désignée ci-après : A.M.O.) pour construire une vision stratégique et opérationnelle de la recherche jusqu'au transfert aux élèves. Le détail des prestations attendues figure dans le C.C.T.P.

Le présent marché étant financé par une subvention, le montant notifié (tranche ferme+ tranche conditionnelle) ne pourra excéder 90 000€ HT.

ARTICLE 2. PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

VetAgro Sup : 1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile

Pouvoir adjudicateur : Mme la Directrice générale de VetAgro Sup.

Comptable assignataire : M. l'Agent Comptable.

ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé au terme d'une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

Il s'agit d'un marché de services, qui se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021), C.C.A.G.-P.I.

Il n'est pas divisé en lots mais il comporte, en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande Publique, une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme : phases 1 et 2
- Tranche optionnelle : phase 3

Les différentes phases sont décrites à l'article 3.2. du C.C.T.P.

Toutes les tranches doivent être chiffrées.

La tranche optionnelle sera affermée par un ordre de service. Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non-affermissement de tranche.

ARTICLE 5. DUREE

Le présent marché est conclu de sa date de notification à l'issue de la période de garantie prévue à l'article 30 du C.C.A.G.-P.I.

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques qui correspondent à chacune des trois phases définies à l'article 3.2 du C.C.T.P.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Par dérogation à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'arrêt ne donne pas obligatoirement lieu à résiliation.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnités au titulaire.

ARTICLE 6. PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021), C.C.A.G.-P.I.
- L'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire de l'acte d'engagement et ses annexes et celui du C.C.A.P. et du C.C.T.P. conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 7. CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UN INTERLOCUTEUR NOMMEMENT DESIGNÉ

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans le cadre de sa note méthodologique. Parmi elles, il devra nommer un référent unique.

Dans le cas où la personne nommément désignée ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations, conformément aux dispositions prévues à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION

La réalisation de la mission doit s'inscrire dans les délais définis à l'article 6 du C.C.T.P.

Chaque phase de la mission est ordonnée par l'émission d'un ordre de service. Le titulaire met en œuvre chaque phase dans le délai indiqué dans l'ordre de service.

ARTICLE 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

Article 9.01 Pénalités pour dépassement du délai contractuel

Le retard dans la production des documents, autres que des comptes rendus, peut donner lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 euros par jour calendaire de retard et par document après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Le retard dans la production de comptes rendus peut donner lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 150 euros par jour calendaire de retard et par compte-rendu après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Article 9.02 Pénalités pour autres manquements

L'absence du titulaire à une réunion ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par le maître d'ouvrage, selon les stipulations du marché, donne lieu au versement par le titulaire, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 500 euros.

ARTICLE 9.03 Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La constatation de l'exécution des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I. et par phase.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.) à une réception avec réserve(s).

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant.

A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision d'admission avec réfaction ou être annulée.

ARTICLE 11. UTILISATION DES RESULTATS

Article 11.01 Régime des connaissances antérieures

Conformément aux articles 33 et 34 du C.C.A.G.-P.I.

Article 11.02 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standard

Par dérogation à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour toutes destinations liées à l'objet du marché quel que soit le territoire sur une durée illimitée.

Par dérogation à l'article 35.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire ne pourra pas réutiliser ultérieurement les résultats des études objet du présent marché.

ARTICLE 12. GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an conformément à l'article 30 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 13. PRIX

Le marché est traité en euros.

Le prix est de type forfaitaire. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant la prestation. Les tarifs applicables sont ceux figurant dans l'annexe financière du titulaire.

ARTICLE 14. VARIATION DES PRIX

Article 14.01 Modalités de révision des prix

Les prix forfaitaires sont réputés établis aux conditions économiques du mois M_0 de la remise des offres.

Pour le forfait de la tranche ferme, les prix seront fermes pour la première année du marché et seront ensuite révisables par période annuelle sur demande du titulaire, selon la formule :

$$P_n = P_0 * C_n$$

avec $C_n = 0,15 + 0,85 \times \ln(I_0/I_n)$

dans laquelle,

I = indice Syntec

I_0 et I_n sont les dernières valeurs définitives connues prises par l'index, respectivement au mois zéro (mois de la remise des offres) et au mois de révision des prix. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire doit demander la révision de prix avant la date anniversaire du marché, il renonce à toute révision pour l'année courante au-delà de cette date. La demande doit être faite par courrier ou par mail à marches@vetagro-sup.fr.

Pour le forfait de la tranche optionnelle, la 1^{ère} révision de prix se fait à la date d'affermissement de la tranche par le pouvoir adjudicateur puis annuellement, à date anniversaire, selon la même formule de calcul et selon les mêmes règles que pour la tranche ferme.

Article 14.02 Clauses de réexamen et clause de sauvegarde

Dans les circonstances prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-T.I.C., en cas de demande d'augmentation supérieure et/ou effectuée en dehors de la procédure annuelle décrite à l'article 14.01, le pouvoir adjudicateur examine les justificatifs fournis par le titulaire (variation des indices professionnels de référence, copie des courriers de fournisseurs notifiant des augmentations tarifaires...). S'il juge les éléments pertinents, un avenant prend acte des modifications qu'il accepte.

En l'absence de justificatifs ou si le pouvoir adjudicateur juge que ceux-ci pas suffisamment précis et pertinents, il se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 15. DEMANDES DE PAIEMENT : ACOMPTES ET SOLDES

Pour chaque phase de la mission, des acomptes correspondant à l'avancement de la réalisation des prestations pourront être versés.

Une fois les prestations de chaque phase admises, le titulaire devra présenter la demande de règlement partiel définitif.

ARTICLE 16. FACTURATION

Les factures, sous format électronique, sont libellées en euros et déposées sur le portail Chorus Pro. Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- L'intitulé et le numéro du marché;
- Le n° d'EJ et le code service;
- Le montant HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC;
- La date de facturation.

Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) est joint lors de la première opération puis à chaque modification des coordonnées bancaires ou de la raison sociale du titulaire.

ARTICLE 17. REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

ARTICLE 18. AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G.-T.I.C., lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 19. LITIGES ET CONTESTATIONS

Il sera fait application de l'article 43 du C.C.A.G.-T.I.C., en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'Établissement.

Les contestations, litiges et différends qui pourraient survenir entre l'administration et le titulaire du marché ne pourront être invoqués comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon - 184, Rue Duguesclin 69003 Lyon – Téléphone : 04.78.14.10.10

ARTICLE 20. CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

Les fournisseurs qui ont eu, soit avant la passation d'un marché, soit au cours de son exécution, communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Les renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à qui que ce soit, en dehors des personnes ayant qualité pour les connaître.

Tout titulaire de marché est tenu, en outre, de considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 39.1 alinéa k) du C.C.A.G.-T.I.C. prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

Dans le cadre du présent marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire sera tenu de signer un accord de confidentialité.

ARTICLE 21. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C., les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

ARTICLE 22. ASSURANCES

Les titulaires de l'accord-cadre fournissent chaque début année et à chaque modification du contrat de police d'assurance, une attestation de la compagnie attestant qu'il dispose d'une couverture responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations du titulaire.

ARTICLE 23. SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE

Les sous-traitants et co-traitants auxquels il serait fait appel dans le cadre de l'exécution du présent marché sont entre autres soumis aux mêmes obligations que l'entreprise répondant au principal, telles que fixées dans ce document, au C.C.A.G.-P.I., et au Code de la commande publique.

Le titulaire déclare obligatoirement les co-traitants et sous-traitants auxquels il a recours.

ARTICLE 24. DEROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G.-P.I., se substituent à ces dernières :

L'article 5 déroge à l'article 22 (l'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas obligatoirement la résiliation du marché.

Les articles 9.01, 9.02 et 9.03 complètent l'article 14 (ajout de pénalités).

L'article 11.02 déroge à l'article 35 (cession à titre exclusif des droits sur les résultats ; interdiction de réutilisation des résultats par le titulaire)

L'article 14.02 complète le chapitre 8 (ajout de cas de résiliation).